

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
29 décembre 2014

Original : français

**Lettre datée du 22 décembre 2014, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Représentant permanent
du Mali auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joint le communiqué final du Sommet des chefs d'État et de gouvernement du G-5 Sahel, tenu à Nouakchott le 19 décembre 2014.

À l'issue de ce sommet, les chefs d'État et de gouvernement ont pris d'importantes décisions, notamment :

- La signature de la Convention portant création du G-5 Sahel dotant le groupe d'une base juridique;
- L'appel aux parties au processus d'Alger de parvenir à un accord de paix global et définitif s'inscrivant dans le cadre des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations Unies, des décisions de l'Union africaine et garantissant l'intégrité territoriale, la souveraineté, le caractère unitaire et la forme laïque et républicaine de l'État malien;
- L'appel au Conseil de sécurité pour la mise en place, en accord avec l'Union africaine, d'une force internationale pour neutraliser les groupes armés et aider à la réconciliation nationale et mettre en place, des institutions démocratiques et stables en Libye.

Je vous prie de bien vouloir faire distribuer le texte dudit communiqué comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Sékou **Kassé**



**Annexe à la lettre datée du 22 décembre 2014
adressée au Président du Conseil de sécurité
par le Représentant permanent du Mali
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Communiqué final du Sommet des chefs d'État du G-5 Sahel

Un sommet extraordinaire des chefs d'État du G-5 Sahel s'est tenu le 19 décembre 2014 à Nouakchott, en Mauritanie.

Ont pris part à ce sommet :

Pour le Burkina Faso, S. E. M. Michel Kafando, Président du Faso

Pour la République du Mali, S. E. M. Ibrahim Boubacar Keita, Président de la République

Pour la République islamique de Mauritanie, S. E. M. Mohamed Ould Abdel Aziz, Président de la République

Pour la République du Niger, S. E. M. Issoufou Mahamadou, Président de la République

Pour la République du Tchad, S. E. M. Idriss Deby Itno, Président de la République

Après avoir entendu le compte rendu du Conseil des ministres, les chefs d'État :

Se félicitent du travail important réalisé, notamment :

- L'élaboration des projets de textes, en particulier la Convention portant création du G-5 Sahel;
- La formulation du Programme d'investissement prioritaire 2015-2017, d'un montant de 7 208 milliards de francs CFA, soit environ 15 milliards de dollars;
- La tenue de réunions de concertation avec plusieurs partenaires dont la Banque mondiale, la Banque africaine de développement, la Banque islamique de développement, les fonds et banques arabes, l'Union européenne et les Nations Unies qui ont reconnu la pertinence du programme d'investissement prioritaire et ont exprimé leur ferme volonté à accompagner le G-5 Sahel dans le financement du PIP et la mise en place du Secrétariat permanent; ces partenaires ont particulièrement salué le dynamisme du G-5 Sahel et le leadership affirmé des chefs d'État qui s'est traduit par une remarquable prise en charge des principaux défis qui se posent au Sahel, particulièrement dans le domaine de la sécurité et du développement;
- La mise en adéquation des programmes nationaux des États membres selon une approche largement participative et consensuelle;
- La nomination de M. Najim Elhadj Mohamed, du Niger, au poste de secrétaire permanent du G-5 Sahel.

Les chefs d'État

- **Instruisent les ministres de tutelle du G-5 Sahel** à poursuivre les efforts pour finaliser la cartographie exhaustive des financements et organiser dans les

meilleurs délais une table ronde des bailleurs de fonds pour le financement du Programme d'investissements prioritaires (PIP) en invitant les partenaires de coopération à couvrir le GAP de financement;

- Lancent un appel à la communauté internationale pour soutenir les efforts du G-5 Sahel dans son combat pour la sécurisation de son espace et la promotion de son développement.

Ils notent avec satisfaction :

i) La tenue de la réunion des ministres en charge de la sécurité des pays du G-5 Sahel le 21 mai 2014 à Nouakchott;

ii) La tenue à Niamey, au Niger, le 5 novembre 2014, de la réunion ministérielle des pays contributeurs de troupes à la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali « MINUSMA » et appellent le Conseil de sécurité des Nations Unies à prendre d'urgence toutes les mesures nécessaires pour renforcer les capacités de la Mission, afin de lui permettre de s'acquitter effectivement de son mandat;

iii) Les avancées enregistrées dans les pourparlers intermalien d'Alger et appellent les parties à conclure un accord de paix global et définitif s'inscrivant dans le cadre des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations Unies, des décisions de l'Union africaine et garantissant l'intégrité territoriale, la souveraineté, le caractère unitaire et la forme laïque et républicaine de l'État malien;

iv) Les efforts entrepris par les pays membres de la Commission du bassin du lac Tchad (CBLT) et le Bénin pour neutraliser le groupe terroriste « Boko Haram » et expriment leur soutien total à la mise en place de la force multinationale conjointe et demandent à la Commission de l'Union africaine et aux pays de la région d'accélérer leurs efforts conjoints en vue de l'adoption par le Conseil de sécurité des Nations Unies d'une résolution soutenant la mise en place et le déploiement de la force multinationale conjointe;

v) La tenue de la réunion inaugurale du Groupe international de contact pour la Libye (GIC-L) à Addis-Abeba, le 3 décembre 2014, et soutiennent les efforts déployés par les pays voisins et le Représentant spécial des Nations Unies en vue de réunir les conditions d'un dialogue entre toutes les parties libyennes à l'exception des groupes terroristes reconnus comme tels. Néanmoins, le G-5 Sahel lance un appel au Conseil de sécurité des Nations Unies pour la mise en place, en accord avec l'Union africaine, d'une force internationale pour neutraliser les groupes armés, aider à la réconciliation nationale et mettre en place des institutions démocratiques stables;

vi) Que le Sommet se tient à un moment où des pays frères en Afrique de l'Ouest sont confrontés à l'épidémie à virus Ebola et expriment leur solidarité avec les États et les populations affectés et lancent un appel à la poursuite et à l'intensification de la mobilisation africaine et internationale pour faire face à cette situation.

Les chefs d'État ont signé la convention portant création du G-5 Sahel, donnant ainsi une existence juridique à cet important groupe qui a déjà fait la preuve incontestable de son efficacité et de sa capacité à jouer un rôle de leader dans la coordination des stratégies et politiques en faveur du Sahel.

Ils se sont donnés rendez-vous à N'Djamena, au Tchad, début 2015, pour la prochaine session ordinaire du Sommet des chefs d'État.

Les chefs d'État expriment leur profonde gratitude à leur frère le Président Mohamed Ould Abdel Aziz de Mauritanie, Président en exercice du G-5 Sahel, ainsi qu'au Gouvernement et au peuple mauritaniens pour l'hospitalité généreuse et l'accueil empreint d'une chaleur toute africaine et les soins dont ils ont fait l'objet tout au long de leur séjour à Nouakchott.

Fait à Nouakchott, le 19 décembre 2014
